



Votre banque investit-elle en Birmanie?

**Recherche sur les liens financiers
entre cinq groupes bancaires et les entreprises
qui malmènent les droits de l'homme**



**Netwerk Vlaanderen
Février 2006**

Les banques et les régimes dictatoriaux

1. Introduction	2
2. Violations des droits humains en Birmanie	5
3. L' appel a l'arrêt des investissements en Birmanie	6
4. Les multinationales et leurs investisseurs en Birmanie	7
4.1. Total	7
4.2. Les autres multinationales en Birmanie	10
4.2.1. Le secteur de l'énergie	10
4.2.2. Le secteur du bois	11
4.2.3. Le secteur minier	11
5. Conclusion	12
Notes	14

INTRODUCTION

La Birmanie est sans aucun doute une des dictatures les plus fermées au monde. Le peuple birman est accablé par un gouvernement militaire, responsable de travail forcé, d'arrestation des opposants politiques, d'enrôlements d'enfants soldats et de supplices.

C'est pourquoi la communauté internationale, tout comme les démocrates birmans, appellent à un boycott économique du pays. Beaucoup d'entreprises ont déjà répondu à cet appel. D'autres refusent toujours de quitter le pays et continuent à soutenir moralement et financièrement le régime. Malgré les lourdes critiques dont elles font l'objet, elles continuent à investir dans ce pays et contribuent à l'oppression du peuple birman. Face à de telles pratiques, l'appel à mettre le holà se fait de plus en plus retentissant.

*Cette demande à prendre ses responsabilités concerne également les banques belges AXA, Dexia, Fortis, ING et KBC qui, selon un récent rapport de **Netwerk Vlaanderen**, investissent massivement dans des sociétés actives en Birmanie. Netwerk Vlaanderen, un mouvement qui promeut une utilisation différente de l'argent, mène depuis 2003 déjà la campagne "Mijn Geld. Goed Geweten?" (Mon argent. Sans scrupules?). Grâce à cette campagne, l'organisation souhaite mettre le monde financier face à ses responsabilités. En effet, les banques travaillent avec votre*

argent. Or, elles investissent une partie de cet argent dans des sociétés controversées. Ainsi votre argent est investi dans des fabriques d'armes, des sociétés impliquées dans des violations graves des droits de l'homme et dans des sociétés polluantes. Or, pour l'une ou l'autre raison, les banques préfèrent cacher le pot aux roses à leurs clients.

Dans son tout nouveau rapport "Waar ligt de grens?" (Où mettez-vous la limite?), Netwerk Vlaanderen met en lumière les relations financières existantes entre les cinq grands groupes bancaires belges et les sociétés impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. Après enquête, il ressort qu'Axa, Dexia, Fortis, ING et KBC investissent ensemble pour plus de 8 milliards de dollars US (plus de 6.6 milliards d'euro) dans 14 sociétés controversées. Dexia, Fortis, ING et KBC financent également des projets d'infrastructure de grande échelle qui se préoccupent peu des droits de l'homme.

Vous trouverez un aperçu complet des investissements sur www.mijngeldgoedgeweten.be.

Ci-dessous, un résumé des points les plus importants concernant les investissements en Birmanie.

Ceci est la traduction francophone du chapitre « Les banques et la junte militaire birmane » du rapport original de Netwerk Vlaanderen.

La traduction de ce rapport intervient dans le cadre de la campagne « Communes pour la Birmanie », initiée par



Actions Birmanie,



le Réseau Financement Alternatif



Netwerk Vlaanderen.

Titre original : « Where do you draw the line ? Research into the financial links between five bank groups and companies that abuse human rights » Le rapport complet peut être trouvé sur <http://www.mijngeldgoedgeweten.be/>

Traduction : Actions Birmanie

Layout: Anne-Mie Carpentier

Remerciements / illustration 'Communes pour Birmanie': RFA (Réseau Financement Alternatif)



« Observer les hommes d'affaires qui viennent en Birmanie pour s'enrichir revient un peu à observer des promeneurs qui, dans un verger, couperaient des rameaux fleuris pour leur beauté fragile, aveugles à la laideur des autres branches, oubliant le fait que par leur action, ils mettent en péril la future récolte commettent une injustice à l'égard des propriétaires légitimes des arbres ».

**Aung San Suu Kyi
Lettres de Birmanie**

Les banques et les régimes dictatoriaux

1. INTRODUCTION

De nombreuses sociétés multinationales travaillent dans des pays dotés de gouvernements non démocratiques ou dans des régions où sévissent des conflits armés.

Bien que l'investissement étranger puisse avoir un impact positif sur la population locale, il arrive que les activités de ces sociétés conduisent à une détérioration grave de la situation. Nombreuses sont les dicta-

tures qui subsistent grâce à l'apport de devises étrangères.

La région en conflit où les multinationales sont à l'œuvre se caractérisent par un climat général d'abaissement des normes et des violations des droits humains. Par leur comportement, ces sociétés abusent ou perpétue cette situation dans certains cas.

Dans ce chapitre, nous prendrons comme exemples les activités commerciales en Birmanie. Nous décrirons les violations des droits humains dans le pays et débattons de l'appel au boycott des

investissements en Birmanie lancé par l'opposition démocratique et la lauréate du prix Nobel, Aung San Suu Kyi.

Et qu'en est-il des banques belges ? Investissent-elles notre argent dans des sociétés aux politiques douteuses, dans l'un des régimes les plus brutaux du monde ?

Investir dans des dictatures: quel est le problème?

Des sociétés actives dans des pays non démocratiques assurent, par le truchement de leurs activités :

- un support financier à la dictature militaire ;
- le recours aux forces policières ou militaires pour garder leurs sites ;
- une légitimité ou un soutien au régime ;
- un encouragement au conflit armé et à l'oppression.

Elles reçoivent le soutien des banques qui investissent en achetant dans leurs actions.

2. VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN BIRMANIE

La Birmanie (Myanmar) est une dictature militaire depuis 1962. A la suite de la répression violente des manifestations étudiantes de 1988, une nouvelle génération de militaires a organisé des élections en 1990. L'opposition non violente, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), a remporté ces élections avec plus de 80% de voix. Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, est la figure de proue de l'opposition démocratique.

Suite à la victoire de la LND, la junte militaire birmane s'est résolument opposée au transfert du pouvoir. Depuis lors, la démocratie est encore en recul. Contrairement à ce que voudraient faire croire certaines firmes étrangères actives en Birmanie, on peut dire que la situation y est désespérée. Une transition vers la démocratie à l'initiative de la junte militaire semble moins probable que jamais.

Entretiens le pays se caractérise par un régime sanglant. Le gouvernement birman impose le travail forcé, il se livre à la torture et à d'autres violations graves des droits humains. Le bilan des leaders mili-

itaires qui ont formé le gouvernement depuis 1962 est lamentable.



- Les citoyens doivent travailler sur des projets tels que la construction de routes et de ponts ou l'entretien et l'approvisionnement des camps militaires. Ce travail forcé (environ 800.000 victimes) a été reconnu comme un crime contre l'humanité par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).^{1,2}
- Il y a en Birmanie plus de 1300 prisonniers politiques dont beaucoup sont régulièrement torturés³. On compte bon nombre de membres de la LND parmi ces prisonniers.
- Entre 600.000 et 1.000.000 de personnes ont été forcées de quitter leurs terres sans aucune compensation financière⁴.
- Le viol est largement pratiqué comme arme de guerre à l'encontre des femmes et des enfants des minorités ethniques⁵.
- La Birmanie dispose de l'une des plus grandes armées d'Asie en dépit du fait qu'elle ne doit faire face à aucune menace extérieure⁶. Environ 50% du budget national sont consacrés aux dépenses militaires alors qu'une fraction seulement de ce montant est consacrée à la santé et à l'éducation⁷.

- L'armée birmane recrute de nombreux enfants soldats, contrairement aux déclarations officielles faites à ce sujet⁸. L'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch estime que les enfants soldats représentent entre 33 et 45% des nouvelles recrues de l'armée. Les enfants sont enlevés et enrôlés dans l'armée, traités brutalement durant leur formation ; ils doivent participer au travail forcé et font l'objet de pressions pour prendre part aux combats⁹.



Villageois forcé de travailler pour l'armée birmane. Après avoir été blessé, il réussit à s'enfuir. Il n'a pas osé rentrer chez lui par crainte d'être puni, enlevé ou tué.
Photo: Earth Rights International

Par suite des violations graves et systématiques des droits humains, un nombre croissant d'institutions internationale et de pays condamnent le régime militaire. Cette condamnation prend la forme de sanctions ou de mots.

A l'heure actuelle, ce sont les Etats-Unis qui exercent les sanctions les plus strictes. Depuis 2003, l'importation de tous produits birmanis est interdite. Les avoirs des dirigeants de la junte ont été gelés. Les Etats-Unis s'opposent à ce que des prêts multilatéraux soient accordés au pays. Depuis 1997, il est interdit d'inve-

stir dans le pays et toute aide bilatérale autre qu'humanitaire a été suspendue¹⁰.

L'Europe a elle aussi décrété différentes sortes de sanctions : retrait du statut d'échanges commerciaux préférentiels (1997) ; interdiction de délivrer des visas aux autorités ; gel des actifs ; interdiction de voyages; embargo sur les armes (2002) ; suspension des programmes d'aide non humanitaire et des programmes de développement (2003)¹¹. Depuis 2004, l'Europe a interdit certains investissements en Birmanie. La France, appuyée par l'Allemagne et l'Autriche, a réussi à obtenir des exemptions à l'interdiction d'investir pour certains secteurs et c'est ainsi que le pétrole, le gaz et le bois de construction échappent aux sanctions¹².

Quoi qu'il en soit, la dictature militaire exerce un contrôle quasi complet sur l'économie officielle. En Birmanie, la distinction entre les sociétés gouvernementales et les sociétés privées n'a guère de sens. Les deux sont établies dans l'intérêt de la junte soit directement, soit indirectement. En outre la loi stipule que des sociétés étrangères ne peuvent pas acheter d'actions de sociétés birmanes. Si une société étrangère veut exercer des activités en Birmanie, elle doit presque toujours participer à une joint-venture. L'une des conséquences de ce contrôle exercé par la dictature militaire sur l'économie birmane est que les sociétés étrangères sont obligées de traiter avec la junte militaire ou ses protégés. Pire encore, les bénéfices générés par ces joint-venture apportent un soutien financier à la dictature. Ces rentrées sont à leur tour utilisées pour agrandir l'armée, laquelle porte un maximum de responsabilités dans les violations des droits humains¹³.

3. L'APPEL A L'ARRET DES INVESTISSEMENTS EN BIRMANIE

Pour toutes ces raisons, le seul représentant légitime du peuple birman, le parti démocratique d'opposition LND (Ligue Nationale pour la Démocratie) a lancé un appel au retrait de tous les investissements en Birmanie. Aung San Suu Kyi, dirigeante de ce parti et lauréate du Prix Nobel de la Paix, demande au monde des affaires et aux sociétés étrangères de quitter la Birmanie et aux touristes de ne pas visiter le pays¹⁴. Elle espère ainsi réduire les revenus des dirigeants militaires. Le régime est dépendant des investissements étrangers et du commerce pour une part substantielle de ses revenus.

L'appui le plus soutenu à cet appel s'est manifesté

le 20 juin 2005 dans un article paru dans « Le Soir » et « De Standaard ». L'article était signé par 23 docteurs honoris causa de l'Université catholique de Louvain (UCL) en ce compris d'éminentes personnalités comme Jacques Delors, Lionel Jospin, Carla del Ponte et Jean-Luc Dehaene. Ces personnalités soutenaient l'appel fait par leur consoeur docteur honoris causa¹⁵.

4. LES MULTINATIONALES ET LEURS INVESTISSEURS EN BIRMANIE

En raison de cet appel et de la pression exercée par la communauté internationale, la plupart des sociétés occidentales se sont déjà retirées de Birmanie, parmi elles figurent British American Tobacco, Heineken, Triumph International, Levi Strauss Inc, Aon Corporation et Premier Oil.

Quelques sociétés continuent de travailler dans le pays. Nous prenons Total comme exemple, mais nous montrons également que d'autres sociétés sont actives en Birmanie. Aung San Suu Kyi a qualifié Total de premier soutien du régime militaire birman¹⁶.

4.1. Total

Active dans plus de 130 pays, Total¹⁷ se place au 4^{ème} rang mondial des sociétés pétrolières et gazières. Cette société est l'investisseur étranger le plus



important de Birmanie. Deux mois après les élections de 1990, Total a signé un contrat avec les responsables militaires du pays pour procéder à des études et à des tests en Birmanie. En 1992, Total a obtenu un contrat pour l'extraction du gaz le long de la côte birmane et a reçu le droit d'exploiter le champ gazier de Yadana, dans le golf de Martaban, à 350 km de la côte birmane. L'opération fut menée en joint-venture avec la MOGE (firme birmane contrôlée par la junte), une société thaïlandaise¹⁸ et Unocal¹⁹. Le gaz extrait n'est pas seulement acheminé par un pipeline sous-marin, mais aussi via un pipeline terrestre long de 63km de la côte birmane à la Thaïlande.

La gouvernement a commencé à militariser la région avant la construction du pipeline. Les conditions de vie des fermiers, des ouvriers des plantations et des pêcheurs en ont été dramatiquement modifiées. La construction du pipeline s'est accompagnée de graves violations des droits humains et notamment : travail forcé, relocalisation forcée, service militaire obligatoire, torture, viol et recours à l'utilisation de citoyens pour dégager les champs de mines²⁰. Des milliers de soldats, connus pour leur extrême brutalité, étaient stationnés le long du tracé du pipeline et patrouillaient dans la région²¹. Au terme du contrat signé avec son partenaire MOGE, Total stipulait que l'armée birmane serait responsable de la sécurité du pipeline. Total rémunérait ces services et les unités militaires stationnées le long du pipeline furent affublées du surnom de « bataillons Total ».

L'armée exigea que des villageois participent à la construction de l'infrastructure militaire le long du pipeline. Total fut obligé de verser des compensations à certaines victimes du travail forcé. Cela n'a pas empêché Total d'être accusée devant des tribunaux français et belges d'implication dans des violations des droits humains. Unocal, son partenaire américain a connu le même sort aux Etats-Unis²².

Les revenus de l'extraction gazière ont aussi été liés à l'achat d'armes par le régime militaire, spécialement l'achat d'hélicoptères russes MIG et d'avions de combat²³. Le projet Total prévoit un soutien financier substantiel au profit de la junte. Les estimations tournent autour de 400 millions de \$US par an²⁴. Total est la plus grosse société française ayant un impact très important sur le gouvernement français, ce qui a conduit la France à bloquer des sanctions plus sévères de l'Union Européenne à l'encontre de la Birmanie.



« Au début des années quatre-vingt-dix, Total fit miroiter l'espoir de revenus substantiels à une junte militaire qui venait de s'emparer du pouvoir par la force. L'implication de Total était importante pour ouvrir la voie à d'autres investisseurs. Le pipeline Yanada est aujourd'hui devenu l'orgueil de la dictature. De plus, cet investissement lui permet de légitimer son pouvoir (...) Nous nous opposons aux investissements étrangers dans le pays à cause de la situation politique et parce que seuls les militaires et un petit groupe d'hommes d'affaires en retirent du profit. Total a pris la responsabilité d'investir massivement en Birmanie tandis que d'autres décidaient de se retirer pour des raisons éthiques. Cette société doit en supporter les conséquences. Le pays ne sera pas éternellement gouverné par des dictateurs ».

Aung San Suu Kyi
Nouvel Observateur 18 - 24 mai 2000

Les bataillonsTotal

Selon des témoins, le bataillon responsable de la sécurité de la conduite de gaz de Total et les sept autres bataillons Total reçoivent de TotalFinaElf une compensation mensuelle ainsi que des avantages en nature. C'est ce que révèlent des entretiens accordés à un correspondant du journal belge « De Morgen »²⁵. Ces reportages donnent une idée de quelques unes des conséquences des agissements de Total en Birmanie sur la population locale.

"...Le commandant Zaw Lwin a refusé de donner la moindre indication sur l'ampleur de ces « largesses » mais ses soldats ont été moins discrets. Thein est un étudiant qui fut forcé de rejoindre l'armée birmane, la Tatmadaw, en 1989. Depuis 1991, il est responsable de la protection du pipeline TotalFinaElf. « Tous les mois » dit-il, « le commandant reçoit de l'argent mais également de la nourriture, des médicaments, des vêtements et des chaussures pour ses soldats ».

Un déserteur du 402ème bataillon est encore plus précis :

« Notre commandant Aung Than Hoo, a reçu deux voitures de Total. De même, » dit-il « il lui suffit d'envoyer un message radio pour qu'un hélicoptère de la société vienne livrer des munitions à ses hommes. A maintes reprises, notre bataillon a reçu des grenades de 60 et 81 mm, ainsi que des caisses de munitions pour nos mitrailleuses. »

Ces fournitures ont été effectuées au paroxysme de la terreur, provoquée par l'armée gouvernementale en territoire Karen. Un villageois qui s'était enfui de la zone du pipeline vers la Thaïlande raconte :

« En novembre 1999, le commandant Kyaw Soe et quelques hommes du 273ème bataillon chargés de la sécurité du personnel de Total sont arrivés dans notre village. Ils ont obligé tous les hommes à prendre part à la construction d'une route entre Kanbauk et Ongpin Gwin. Non seulement les hommes étaient forcés de construire la route sans

compensation, mais en outre, chaque famille du village devait fournir à ses frais des matériaux de construction. Durant tout un mois, dit le réfugié, nous avons cassé des cailloux et travaillé sur une route qui n'est utilisée que par les voitures de Total. Refuser de travailler, c'était la prison, et obéir aux ordres des militaires signifiait : je ne pourrai pas donner à manger aux enfants vu que l'on devait travailler sans interruption de six heures du matin à cinq heures du soir « Fuir » décida l'homme, « était la seule alternative qui nous restait ».

Selon plusieurs histoires confirmées, des dizaines de petits villages proches du pipeline ont été rasés et les habitants chassés de leurs terres. Yé, un déserteur du 402ème bataillon raconta : « On leur disait simplement qu'ils devaient quitter la région dans les trois jours et que s'ils n'obtempéraient pas, on reviendrait mettre le feu à leurs maisons ».

Quand il apprit que TotalFinaElf déniait avoir jamais forcé des gens à quitter leurs terres, Yé a déclaré : « Je ne suis pas d'accord. J'ai participé personnellement à de telles opérations quand je travaillais pour eux à Thepye Chaung ».

Selon un villageois qui avait fui la région « les gens prétendaient que nous devions nous réjouir du projet Total, car c'était bénéfique pour le développement de la région, mais nous ne retirons aucun avantage du pipeline, contrairement à Total et à l'armée ».

TotalFinaElf a qualifié les accusations de cet article de « dépassées et non fondées ». La société affirme que la sécurité de ses projets en Birmanie, tout comme dans les autres pays, relève de la responsabilité militaire. Ce pipeline s'étend sur 60 km et traverse des zones peu peuplées qui selon TotalFinaElf, n'offre de toute façon guère de possibilités de relocalisations de populations et encore moins de travail forcé. La société affirme également que chaque année, elle distribue 2 millions de \$ US pour aider la population.

Les populations dépossédées de leurs biens par le pipeline Total sont chassées de leurs terres et obligées de prendre part au travail forcé. Des organisations de défense des droits humains et de nombreux pays occidentaux ont condamné le travail forcé au Myanmar.



Des travailleurs construisent le gazoduc de Yadana dans la région de Tenasserim

Liens entre Total et les groupes bancaires

Les groupes bancaires objet de l'enquête investissent²⁶ les montants suivants dans Total²⁷ :

Tableau 1 : Investissements dans Total²⁸

	Nombre d'actions	Valeur des actions en \$ US	% des actions dans Total
AXA	4.966.019	1.100.671.093	0,78%
DEXIA	1.165.429	258.303.089	0,18%
FORTIS	896.414	198.679.203	0,14%
ING	2.892.216	616.331.230	0,46%
KBC	971.300	215.276.769	0,15%
Total	10.891.378	2.389.261.384	1,72%

Les cinq groupes bancaires objet de l'enquête investissent un montant combiné de presque 2,4 milliards de \$ US, soit 1,72% des actions de la société.

En janvier 2005, Total Capital SA a émis des obligations à 6 ans sur le marché des capitaux du Bénélux pour une valeur totale de 100 millions de \$ australiens (56 millions d'Euro). Fortis Banque a géré l'opération²⁹.

4.2. Les autres multinationales en Birmanie

4.2.1. Le secteur de l'énergie

En 1989 le ministre birman de l'énergie a ouvert le marché aux sociétés étrangères. Total, de même que Mitsui, Nippon Oil, Petronas et d'autres sociétés américaines et asiatiques ont répondu à cette offre.

Petronas³⁰, société malaisienne, travaille via des filiales telles que Petronas Gaz et Petronas Dagangan dans différents pays où les droits humains posent problème. Petronas Gaz est propriétaire d'une société qui recherche et produit du pétrole et du gaz en Birmanie. Cette société possède une part du gazoduc de Yefagun, proche du gazoduc de Yadana (projet de Total et Unocal) et elle a conclu différents accords de fourniture et d'exploitation avec le gouvernement birman. Petronas a également été critiquée par les organisations défendant les droits humains pour ses activités au Soudan, au Tchad et en Thaïlande³¹.

Liens entre Petronas et les groupes bancaires

Trois groupes bancaires (AXA, ING et KBC) sur lesquels ont porté l'enquête, investissent³² les montants suivants dans Petronas.

Tableau 2: Investissements dans Petronas³³

	Nombre d'actions	Valeur des actions en \$ US	% des actions dans Petronas
AXA	972.000	1.069.200	0,10% [°]
DEXIA	0	0	-
FORTIS	0	0	-
ING	17.000	31.763	0,00% ^{**}
KBC	107.200	200.295	0,15% ^{**}
Total	1.096.200	1.301.258	

[°] = investissements dans Petronas Gaz

^{**} = investissements dans Petronas Dagangan.

La société japonaise MITSUI³⁴ entretient des relations suivies avec les autorités birmanes. Elle a développé des projets comprenant un zoning industriel réservé à des sociétés japonaises en coopération avec le gouvernement³⁵. Mitsui est également impliquée dans le projet d'extraction de gaz de Yadana. Elle est parvenue à un accord avec le gouvernement pour la construction d'une centrale et d'une unité de production de fertilisants à Rangoon, la capitale birmane. Mitsui peut assurer la coordination de ce projet de +/- 700 millions de \$ US et installer un gazoduc de 250km entre les champs gaziers de Yadana et ces sociétés.³⁶

Liens entre Mitsui et les groupes bancaires

Les groupes bancaires objet de l'enquête investissent³⁷ les montants suivants dans Mitsui

Tableau 3: Investissements dans Mitsui³⁸

	Nombre d'actions	Valeur des actions en \$ US	% des actions dans Mitsui
AXA	8.601.220	77.809.202	0,54%
DEXIA	274.000	2.478.775	0,02%
FORTIS	969.930	8.774.593	0,06%
ING	424.000	3.835.769	0,03%
KBC	137.000	1.239.388	0,01%
Total	10.406.150	94.137.727	0,66%

La **Nippon Oil**³⁹, également japonaise, a aussi des intérêts non négligeables dans les secteurs du gaz et du pétrole birman. La Nippon Oil a acquis une participation de 19% d'un projet avec la société gouvernementale MOGE, un distributeur de gaz Thaïlandais et Petronas. Le projet fournit du gaz à des sociétés d'électricité en Thaïlande.⁴⁰

Liens entre Nippon Oil et les groupes bancaires

Quatre groupes bancaires (AXA, DEXIA, ING et KBC) investissent⁴¹ les montants suivants dans la Nippon Oil.

Tableau 4: Investissements dans Nippon Oil⁴²

	Nombre d'actions	Valeur des actions en \$ US	% des actions dans Nippon Oil
AXA	1.673.275	11.054.250	0,11%
DEXIA	274.000	1.810.142	0,02%
FORTIS	0	0	-
ING	1.822.000	12.036.780	0,12%
KBC	691.650	4.569.286	0,05%
Total	4.460.925	29.470.458	0,30%

4.2.2. Le secteur du bois

L'industrie du bois représente également une importante source de revenus pour le gouvernement birman. Ce sont en premier lieu des sociétés chinoises et thaïlandaises qui exploitent et commercialisent le bois. La qualité supérieure du teck birman est connue dans le monde entier. Ce bois est utilisé dans la fabrication de meubles de jardin et des revêtements de ponts de bateaux, de même que dans d'autres applications. L'industrie forestière est gérée par la junte et ses proches. Elle se caractérise par la corruption, l'illégalité et la destruction des forêts à grande échelle. Les habitants des zones forestières sont chassés de leurs terres et forcés de travailler pour les militaires. Des centaines de milliers d'entre eux cherchent asile dans les camps de réfugiés de Thaïlande.

La déforestation se développe à un rythme alarmant, le rythme le plus rapide de l'Asie du sud-est. En 1999 - 2000, les exportations officielles de bois birman étaient de 806.000 m³, tandis que les pays importateurs annonçaient un chiffre de 1,72 millions de m³. La différence donne un aperçu de l'étendue de la déforestation illégale dont la valeur est estimée à 200 millions de \$ US⁴³. Le bois de Birmanie arrive sur le marché sous le label internationalement accepté le

«bois de conflit».⁴⁴

De nombreuses sociétés exploitant le bois birman sont chinoises ou thaïlandaises ; elles restent dans l'ombre et ne sont pas cotées en bourse. En contraste, des sociétés internationales bien connues font le commerce international de ce bois.

En dépit de l'illégalité de cette industrie forestière et de ses conséquences sociales et écologiques pour la population birmane, ces sociétés poursuivent leur commerce de bois birman. DLH, firme danoise de commerce du bois⁴⁵, joue un rôle mondial dans la distribution du teck birman. Elle fait l'objet d'une pression internationale pour qu'elle cesse de commercialiser ce bois mais refuse toute autre mesure que l'instauration d'un quota d'importation de teck birman. En Belgique, de nombreux distributeurs de bois continuent de commercialiser le teck birman⁴⁶.

Liens entre DLH et les groupes bancaires

L'un des groupes bancaires objet de l'enquête (AXA)⁴⁷ investit dans DLH.

Tableau 5: Investissements dans DLH⁴⁸

	Nombre d'actions	Valeur des actions en \$ US	% des actions dans DLH
AXA	11.400	1.049.680	0,66%
DEXIA	0	0	-
FORTIS	0	0	-
ING	0	0	-
KBC	0	0	-
Total	11.400	1.049.680	0,66%

4.2.3. Le secteur minier

Une autre source importante de revenus est l'industrie minière. La Birmanie est riche en ressources naturelles telles que l'argent, le plomb, le zinc, le cuivre et les pierres précieuses. Les mineurs traditionnels extraient les réserves depuis des siècles. Précédemment, la Birmanie ne disposait pas des capitaux ni de l'expertise nécessaires pour exploiter ces ressources sur une grande échelle. Le régime militaire sait très bien qu'il a besoin de l'aide internationale pour accéder aux réserves non encore exploitées. C'est pour cette raison qu'au début des années nonante, il s'est ouvert au partenariat avec des sociétés internationales.

Friedland, un entrepreneur canadien, a commencé à travailler avec les généraux. Ivanhoe Mines⁴⁹, l'une de ses nombreuses sociétés, exploite actuellement la mine de cuivre de Monywa. Il s'agit de l'investissement minier le plus important en Birmanie et comme les autres investissements étrangers, il est fait en partenariat avec le gouvernement birman. Ivanhoe Mines a investi environ 60 millions de \$ US en Birmanie.

Alors que s'accroît la pression sur les sociétés occidentales en Birmanie, Ivanhoe accroît ses engagements dans le secteur minier birman et continue de chercher d'autres projets. Tout, comme l'industrie du pétrole et du gaz, l'industrie minière birmane recourt au travail forcé pour installer ses infrastructures⁵⁰.

La mine de Monywa est financée en partie par la société japonaise Marubeni qui, avec la firme Nissho Iwai Corp, a financé à hauteur de 90 millions de \$US la réalisation de la première phase du projet⁵¹. Marubeni⁵² travaille activement dans des secteurs tels que le pétrole, le gaz, l'habillement et le bois. Elle a obtenu du gouvernement des contrats pour la fourniture de pétrole brut⁵³ et pour la construction de machines. Comme à l'époque de ces contrats il était interdit que la Birmanie reçût du Japon des prêts officiels de développement, le gouvernement birman a conclu avec Marubeni un arrangement qui différerait de trois ans la date de paiement⁵⁴. La société possède une filiale en Birmanie et entretient des liens étroits avec le gouvernement birman⁵⁵.

Liens entre Marubeni et les groupes bancaires

Quatre groupes bancaires (AXA, DEXIA, ING et KBC) investissent⁵⁶ les montants suivants dans Marubeni :

Tableau 6: Investissements dans Marubeni⁵⁷

	Nombre d'actions en \$ US	Valeur des actions	% des actions dans Marubeni
AXA	3.323.000	10.637.300	0,22%
DEXIA	187.000	598.608	0,00%
FORTIS	0	0	-
ING	52.000	166.458	0,00%
KBC	147.000	470.564	0,00%
Total	3.709.000	11.872.930	0,25%

5. CONCLUSION

A notre surprise, la plupart des sociétés citées ci-dessus entrent dans le portefeuille des banques belges sur lesquelles a porté l'enquête. Ce n'est semble-t-il pas un problème pour les banquiers de placer les économies ou les investissements de leurs clients dans des sociétés travaillant en Birmanie et ce, en dépit du consensus international qui veut que l'on ne fasse pas des affaires en Birmanie. Cette forme d'investissement étranger contribue aux violations des droits humains perpétrées dans l'une des dictatures les plus dures du monde.

ANNEXE : Les représentants du peuple birman demandent aux banques belges de désinvestir.

Par la voix de Daw San San, une parlementaire qui (comme ses collègues) fut écartée lors du coup militaire, la Ligue Nationale pour la Démocratie demande aux banques belges de ne pas investir en Birmanie. Le parti d'Aung San Suu Kyi considère que les banques belges ne devraient apporter aucune forme de soutien aux sociétés qui refusent de se retirer du pays.

« J'ai cru comprendre qu'un certain nombre de banques belges n'ont pas de politique en place empêchant les investissements dans ces sociétés. Je suis convaincue que cela n'est pas dû à un manque de volonté d'intégrer les principes d'éthique dans votre politique financière et de crédit. Je ne doute pas que vous admettiez que la violation des droits humains élémentaires doit être prise en compte quand s'effectue le choix des sociétés dans lesquelles vous investissez.

Je vous demande dès lors d'élaborer une politique qui empêche tous liens financiers avec les firmes qui travaillent encore en Birmanie. »

Déclaration de Daw San San.
(La lettre complète de Daw San San est en annexe de le rapport 'Où mettez-vous la limite?')

Les exemples évoqués ci-dessus ne sont qu'une petite partie des pratiques que Netwerk Vlaanderen met à jour dans son rapport "Waar ligt de grens?" (Où mettez-vous la limite?). Le rapport décrit en détail les liens financiers entre les 5 groupes bancaires examinés et les sociétés qui se moquent du droit des travailleurs. En plus, le rapport examine les investissements dans des projets étrangers d'infrastructure qui ne respectent pas les droits de l'homme.

Mais même en lisant ce rapport dans son entièreté, vous n'entr'apercevrez que le sommet de l'iceberg.

A la lecture du rapport, on peut tirer la conclusion suivante: les sociétés examinées n'hésitent pas un instant à investir dans des sociétés impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. Ce n'est naturellement pas très rassurant. D'autant plus lorsque l'on se rend compte que ce type d'investissements existe grâce à l'argent des clients de ces banques, notre argent donc.

Le travail forcé, l'intimidation des membres des syndicats, le soutien à des régimes dictatoriaux, les déplacements forcés... en tant qu'entreprise, vous pouvez absolument tout vous permettre, les groupes bancaires n'y voient de toute façon aucune raison pour bloquer les ressources financières de votre société.

AXA, Dexia, Fortis, ING et KBC n'ont pas du tout ou à peine de politique claire pour tenter d'éviter tout investissement dans la violation des droits de l'homme.

Une autre voie est souhaitée

Netwerk Vlaanderen veut stopper une telle politique d'investissement sans scrupules. Par la campagne "Mijn Geld. Goed Geweten?" (Mon argent. Sans scrupules?), les clients des banques sont informés des investissements qui dépassent la mesure et ils ont la possibilité d'interpeller leurs banques avec ces exigences.

Les exigences de la campagne aux **groupes bancaires** sont:

- Stopper les investissements dans les violations graves des droits de l'homme
- Netwerk Vlaanderen demande que les groupes bancaires examinent et stoppent leur investissement dans des sociétés qui sont impliquées dans des violations graves des droits de l'homme.

- Une politique d'investissement claire et contrôlable
- Netwerk demande que les groupes bancaires fassent connaître et implémentent une politique claire des droits de l'homme et qu'elles fassent savoir également dans quelles sociétés et gouvernements elles investissent.

Le client a en effet le droit de savoir ce qui est fait de son argent et a besoin de cette information pour pouvoir faire un choix en toute conscience. Mais la société dans son ensemble a également le droit de connaître cette information, au moins pour vérifier si les groupes bancaires soutiennent effectivement ou travaillent contre la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Le gouvernement a également un rôle à jouer dans cette matière. Ce sont en effet les gouvernements des différents états et donc de la Belgique également qui ont signé la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ils doivent donc eux-mêmes la respecter et veiller à ce que les résidents de leurs pays la respectent.

- Le gouvernement doit montrer l'exemple. Il serait quand même inacceptable que le gouvernement place ses moyens dans des entreprises qui piétinent les droits de l'homme. Les différentes autorités doivent donc placer les jalons d'une politique d'investissement et d'épargne responsable.

- Le gouvernement doit également veiller à ce que les groupes bancaires respectent les droits de l'homme. C'est pourquoi il faut développer – tant au niveau national qu'international – une réglementation obligeant à la transparence et renforçant la responsabilité des groupes bancaires en matière des droits de l'homme.

- De plus, le gouvernement doit, en matière des droits de l'homme, soutenir le développement d'un cadre légal international pour les entreprises. Cela peut se faire en assurant la promotion de la mise en application des 'UN Norms'. (Draft United Nations Norms on the responsibilities of Transnational Corporations and Other Business Enterprises with regard to Human Rights).

FOOTNOTES

- 1 The International Labour Organisation, or ILO, is a UN agency responsible for setting and controlling the international labour standards via conventions and recommendations, with a view to guaranteeing sound work and social security.
- 2 ILO commission of enquiry, "Forced Labour in Myanmar", July 1998 on www.ilo.org
- 3 Amnesty International, "Public statement: AI's Second Visit to Myanmar", 22nd December 2003
- 4 Global IDP database. Updated November 2003
- 5 Chiang Mai, "Licence to Rape", Shan Women's Action Network and Shan Human Rights Foundation, May 2002, on www.shanwomen.org and www.ibiblio.org/obl/docs/License_to_rape.pdf
- 6 The Junta has expanded the army from 200,000 in 1988 to 400,000 today. See Andrew Selth, "Burma's Armed Forces: Power without Glory", Norwalk: Eastbridge, 2002, pp. 77-79
- 7 Figures from UNICEF, cited in Oehlers, Alfred and Alice Khin Saw Win, "The Crisis in Burma's Health System", unpublished document (Burmacampaign UK), November 2003
- 8 UNICEF, "Adult Wars, Child Soldiers", UNICEF, 2002
- 9 Human Rights Watch, "My Gun as Tall as Me: Child Soldiers in Burma", Human Rights Watch, October 2002
- 10 Burmese Sanctions Regulation, Interim Final Rule, Office of Foreign Assets Control, Dept of Treasury, US, Tuesday Aug 16th 2005, see http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac/legal/regs/fr05_16144.pdf
- 11 See Schone Kleren Campagne, www.schonekleren.be
- 12 Conseil de l'Union Européenne, Position commune du Conseil, 2004/730/PESC, 25th October 2004, 2005/149/CFSP 21st February 2005 and 2005/340/CFSP, 25th April 2005
- 13 "Doing Business in or with Burma", International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU), January 2005, www.icftu.org
- 14 See the profile of San Suu Kyi on the Nobel Prize website: <http://nobelprize.org/peace/laureates/1991/kyi-bio.html>
- 15 See Hélène Carrère d'Encausse et al., "Onze vrijheid moet de hare dienen", in De Standaard, 20th June 2005
- 16 "La Firme française Total est devenue le principal soutien du système militaire birman" interview with Frédéric Bobin, in Le Monde, 20th July 1996
- 17 www.total.com
- 18 PTT-EP Petroleum Authority of Thailand – Exploration and Production Public Co. Ltd
- 19 A US oil company taken over by Chevron
- 19 Béatrice Laroche & Anne-Christine Habbard, "La Birmanie, Total et les droits de l'Homme: dissection d'un chantier", Rapport de Situation, Fédération International de Droits de l'Homme, October 1996
- 21 "Total Denial", ERI Field Data, Burmacampaign UK, July 1996
- 22 Thierry Desmarest and Herve Madeo, "April , the 25th 2002, Civil action for Crimes against humanity and complicity in Crimes against humanity committed in Burma (Myanmar)", Lodged on Thursday April 25th 2002 in the Brussels magistrates court against X, the company TOTALFINAELF S.A., see www.birmanie.net
- 23 "Totalitarian Oil, Total Oil: fuelling the oppression in Burma", Burmacampaign UK, February 2005, pp. 25-26
- 24 Impe, Anne-Marie, "Silence Total", in Vivant univers no. 452, March-April 2001 & EIU, "Burma Country Report"
- 25 Solomon Kane, "'Total Bataljons' zaaien terreur in Birma", in De Morgen, 6th April 2000
- 26 Both direct and indirect. Direct investment refers to investments made for the bank's own portfolio. Indirect refers to investments offered to customers through investment funds.
- 27 Shareworld databank, Consulted June 2005
- 28 As well as normal shares, it is possible to trade in American Depositary Receipts (ADRs) in Total (in New York). Each ADR represents half a share. ADRs and normal shares are counted by converting ADRs to normal shares.
- 29 "Total Capital – Bonds", in Euroweek, Issue: 886, 14th January 2005
- 30 www.petronas.com.my
- 31 "Calpers Emerging Markets Company Reports", December 2004 & "Sudan, Oil and Human Rights", Human Rights Watch Report, November 2003
- 32 Both direct and indirect. Direct investment refers to investments made for the bank's own portfolio. Indirect refers to investments offered to customers through investment funds.
- 33 Shareworld databank, Consulted June 2005
- 34 www.mitsui.co.jp/tkabz/english
- 35 www.aftaonline.com/aol%20archives/country/96%20below/myanmar_inv.htm
- 36 AP-Dow Jones News 09-04-96 0354GMT
- 37 Both direct and indirect. Direct investment refers to investments made for the bank's own portfolio. Indirect refers to investments offered to customers through investment funds.

38 Shareworld databank, Consulted June 2005
 39 www.eneos.co.jp/english
 40 www.ptfep.com/en/operations/yetagun.asp
 41 Both direct and indirect. Direct investment refers to
 investments made for the bank's own portfolio.
 Indirect refers to investments offered to customers
 through investment funds.

42 Shareworld databank, Consulted June 2005
 43 "A Conflict of Interests, the uncertain future of
 Burma's forests", A Briefing Document by Global
 Witness, October 2003

44 Wood that at some point in the supply chain is
 handled by armed groups such as rebels, regular
 soldiers or government agencies, either to contin-
 ue the conflict or to make personal profit or benefit
 from the conflict situation. See [www.globalwit-
 ness.org](http://www.globalwit-

 ness.org)

45 www.dlh-group.com/en/index
 46 "Meeting with the Danish Burma Committee",
 report by DLH, 20th August 2004, [www.dlh-
 group.com/en/index/nyheder_home/nyh-generel-
 lenyheder/nyh_shownews.htm?newsid=6985](http://www.dlh-

 group.com/en/index/nyheder_home/nyh-generel-

 lenyheder/nyh_shownews.htm?newsid=6985)

47 Both direct and indirect. Direct investment refers to
 investments made for the bank's own portfolio.
 Indirect refers to investments offered to customers
 through investment funds.

48 Shareworld databank, Consulted June 2005
 49 www.ivanhoe-mines.com/s/Home.asp
 50 Roger Moody, Grave Diggers, "A report on mining
 in Burma", Nostromo Research, 2000

51 "Background to Ivanhoe Mines' Investment in the
 Monywa Copper Mine", Ivanhoe Mines Ltd., June
 2001, [www.ivanhoe-
 mines.com/s/MonywaCopper.asp](http://www.ivanhoe-

 mines.com/s/MonywaCopper.asp)

52 www.marubeni.com
 53 [www.ibiblio.org/pub/academic/political-
 science/freeburma/ba/1996/ba1196.html](http://www.ibiblio.org/pub/academic/political-

 science/freeburma/ba/1996/ba1196.html)
 54 [www.ibiblio.org/freeburma/docs/misc-arti-
 cles/96jan208.txt](http://www.ibiblio.org/freeburma/docs/misc-arti-

 cles/96jan208.txt)

55 "Secretary-1 Lt-Gen Khin Nyunt receives Adviser
 and party of Marubeni Corporation", [http://mis-
 sion.itu.ch/MISSIONS/Myanmar/98nlm/n980206
 .htm#01](http://mis-

 sion.itu.ch/MISSIONS/Myanmar/98nlm/n980206

 .htm#01)

56 Both direct and indirect. Direct investment refers to
 investments made for the bank's own portfolio.
 Indirect refers to investments offered to customers
 through investment funds.

57 Shareworld databank, Consulted June 2005

Vous pouvez télécharger le rapport complet sur
www.mijngeldgoedgeweten.be
 Attaché de presse: Inez Louwagie;
 GSM: 0498/68.29.40;
 e-mail: inez.louwagie@netwerk-vlaanderen.be



Anders omgaan met geld – s'il est bien utilisé – peut con-

Netwerk Vlaanderen asbl
 promeut une gestion différente de
 l'argent. L'argent est un outil qui
 contribue à une société durable et honnête. Netwerk mène
 une campagne dont le slogan est "Mijn Geld. Goed
 Geweten?" (Mon argent. Sans scrupules?) et veut ainsi
 rendre public la politique d'investissement des banques
 et obtenir un droit de regard pour l'épargnant et
 l'investisseur sur la manière dont les banques utilisent
 leur argent. Netwerk est aussi un panneau indicateur
 sur le marché de l'investissement et de l'épargne
 éthique et solidaire. Netwerk soutient et conseille les
 organisations et les sociétés qui (veulent) gérer leur
 argent de façon respectueuse pour l'homme et
 l'environnement.

Netwerk Vlaanderen asbl – Rue du Progrès 333b9 –
 1030 Bruxelles – Belgique - 0032 (0)2/201.07.70 –
www.netwerkvlaanderen.be

Netwerk Vlaanderen est membre de BankTrack, un
 mouvement international pour le développement
 durable dans le secteur financier. www.banktrack.org



Avec la **campagne 'Mijn Geld. Goed Geweten?' (Mon
 argent. Sans scrupules?)**, Netwerk Vlaanderen et ses
 partenaires veulent que le monde financier prenne ses
 responsabilités.

Les banques utilisent en effet votre argent. Ils investis-
 sent cet argent dans toutes sortes d'entreprises,
 notamment dans des sociétés productrices d'armes ou
 qui violent les droits de l'homme. Nous voulons que les
 banques jouent carte sur table et fassent savoir dans
 quelles sociétés elles investissent. Nous voulons
 également qu'elles stoppent leurs investissements dans
 des sociétés productrices d'armes ou qui sont
 impliquées dans des violations graves des droits de
 l'homme.

D'autres publications de Netwerk Vlaanderen dans le cadre de la campagne 'Mijn Geld. Goed Geweten' (Mon argent. Sans scrupules?)

- **Sparen en beleggen met respect voor mensenrechten**, een gids voor de consument, Luc Weyn en Anton Gerits, Netwerk Vlaanderen, février 2006
- **Where do you draw the line?** Research into the financial links between five bank groups and companies that abuse human rights, Inez Louwagie, Luc Weyn, Mathias Bienstman, Netwerk Vlaanderen, novembre 2005
- **Banks Disarm(ed)** – An overview of the results of the campaign My money. Clear Conscience?, Christophe Scheire, Luc Weyn, Netwerk Vlaanderen, avril 2005
- **Bombes à fragmentation, mines terrestres, bombes nucléaires et armes à l'uranium appauvri**, Une recherche sur les liens financiers entre les banques et les producteurs de systèmes d'armements controversés, Christophe Scheire, Netwerk Vlaanderen, avril 2004
- **Mijn Geld. Goed Geweten?** – een onderzoek naar de financiële banden tussen banken en wapenproducenten, Christophe Scheire, Netwerk Vlaanderen, oktober 2003

La finance éthique et ... solidaire

Investissement socialement responsable, investissement éthique, investissement solidaire, investissement durable... désignent le même concept: investir non plus sur base uniquement de critères financiers mais en y intégrant des préoccupations sociales, éthiques et environnementales.

Epargner ou investir votre argent dans des produits éthiques (ou socialement responsables) vous donne la chance que votre argent soit placé dans des entreprises et/ou projets qui au-delà des critères financiers traditionnels, respectent des valeurs sociales, humaines et environnementales précises. La teneur éthique d'un produit financier et sa capacité à respecter les droits de l'homme peut être variable. Elle est soit déterminée par le promoteur du produit lui-même sur base de son cahier des charges, soit par un organisme indépendant spécialisé dans l'évaluation des entreprises éthiques.

Certains produits financiers vont encore plus loin. En plus d'être éthiques, ils sont solidaires. Cela signifie que le fait d'investir ou d'épargner dans de tels produits permet de soutenir financièrement des associations humanitaires, des projets à plus-value sociale,... grâce à la redistribution d'une partie des bénéfices dégagés par le placement de l'épargne. Vos bénéfices? Pas forcément! En fonction du mécanisme de solidarité en vigueur sur le produit que vous avez choisi, la partie rétrocédée à l'association sera à charge uniquement du promoteur, uniquement de vous ou des deux.

Les produits éthiques et solidaires peuvent prendre différentes formes (compte d'épargne, fonds de placements, assurance). Pour le reste, ils fonctionnent comme n'importe quels produits financiers.

Pour plus d'infos sur ces produits et leur qualité éthique, visitez www.rfa.be ou www.netwerkvlaanderen.be

Epargner et investir dans le respect des droits de l'homme

Une guide pour l'épargnant-investisseur

S'associant à la campagne sur les banques et les droits de l'homme, Netwerk Vlaanderen édite un dépliant très pratique sur les droits de l'homme. Si vous voulez savoir quelles banques offrent des fonds éthiques et lesquelles respectent les droits de l'homme, où si vous voulez ouvrir un compte épargne éthique et solidaire, ce petit dépliant gratuit sera pour vous l'outil idéal. Comment le commander? Via www.netwerkvlaanderen.be (où vous pouvez le télécharger) ou en envoyant un mail à anton.gerits@netwerk-vlaanderen.be, ou en téléphonant au 02/201.07.70.